

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât A
19, rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNAM

Avenue Jean Jaurès
BP 4
12110 Viviez

Références : 12-CRARC-2025-159

Code AIOT : 0006802477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement Snam implanté Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Perte d'utilités" visant à s'assurer que les exploitants ont bien identifié les enjeux associés et mis en place une stratégie efficace pour éviter la situation accidentelle. En effet, le monde industriel est aujourd'hui dépendant de la source d'énergie électrique, indispensable au fonctionnement des entreprises. La perte de cette utilité peut être à l'origine de pertes d'exploitation importantes, mais aussi de phénomènes dangereux comme l'incendie ou le rejet de substances dangereuses ou polluantes. La gestion de ces situations dégradées ne s'improvise pas et doit être anticipée.

Nota : Le BARPI met à disposition des industriels le flash Aria "Pertes d'utilité électrique : un circuit court vers l'accident. Ce document présente les éléments d'enseignements issus du retour d'expérience pour permettre aux exploitants de se préparer aux situations de perte d'utilité électrique. Il est disponible à cette adresse : <https://www.aria.developpementdurable.gouv.fr/flash/pertes-dutilite-electrique-un-circuit-court-vers-laccident/>

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNAM
- Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez
- Code AIOT : 0006802477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La SNAM est autorisée à exercer plusieurs activités liées au traitement de déchets industriels, notamment :

- la distillation et le raffinage du cadmium à partir de batteries/accumulateurs NiCd permettant l'obtention de lingots de cadmium métal ;
- la thermolyse de piles/batteries/accumulateurs NiMH et Li-ion dans des fours de thermolyse ;
- l'extraction de cobalt, de nickel et de manganèse sur la ligne hydrobat, à partir de la fraction pulvérulente (dite «masse active») issue des opérations de broyage/tamissage des piles/batteries/accumulateurs Li-ion après thermolyse.

Le site est actuellement régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 décembre 2023 modifié, sous le statut Seveso seuil haut du fait de la quantité de produit dangereux pour l'environnement aquatique susceptible d'être présente sur le site (rubrique 4510). Les installations relèvent également de la directive «IED» au regard des rubriques 3250 (transformation de métaux et alliages non ferreux), 3420 (fabrication de produits chimiques inorganiques), 3510 (traitement de déchets dangereux) et 3550 (stockage temporaire de déchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(3.a)		
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La perte d'électricité est prise en compte par l'exploitant dans l'étude des dangers (PhD T3) dans sa version de novembre 2023 et se base sur le retour d'expérience. En effet, en 2011, une perte électrique avait stoppé l'aspiration et la filtration des fours de distillation et de l'assainissement de l'atelier sans que la distillation s'arrête (inertie thermique des 2 fours) entraînant une émission d'oxyde de cadmium pendant 1heure. Prenant en considération que 15 fours peuvent fonctionner simultanément, l'exploitant a déterminé les conséquences d'une émission toxique d'oxyde de cadmium dans l'atelier des fours de distillation sur défaut d'aspiration. L'étude conclue à l'absence d'effet à l'extérieur du site et donc à l'absence d'accident majeur. Toutefois, le site est équipé de deux groupes électrogènes qui maintiennent en fonctionnement les unités de traitement de l'air provenant de l'atelier distillation et de la thermolyse tant que nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Le site dispose d'un contrat avec Enedis pour l'alimentation électrique. 20 000 Volts sont reçus par le poste de livraison qui alimente ensuite 4 transformateurs. Le site dispose également d'une alimentation distincte pour l'électricité des bureaux et du laboratoire de moindre puissance (400 Ampères). Les utilités présentes sur le site sont : <ul style="list-style-type: none">- <u>Traitement de l'air</u> : le site dispose de 4 unités de traitement de l'air (UTA) :<ul style="list-style-type: none">→ 1 UTA associée à la thermolyse (traitement des batteries Li-ions),→ 3 UTA associées à l'unité de distillation (traitement des piles au cadmium) : UTA1/distillation, UTA2/raffinage (retrait des crasses) et UTA3/secours en cas de problème mécanique sur UTA1 ou UTA2 implantées dans le « bunker ».- <u>Air comprimé</u> : le poste de compression est situé en queue de «bunker». L'air comprimé est utilisé pour décolmater les filtres à manches des unités de traitement de l'air.- <u>Eau industrielle</u> : utilisée pour le refroidissement du Cadmium au niveau de l'étape de solidification. L'eau circule en circuit fermé.- <u>Gaz</u> : le gaz est mis en œuvre dans l'atelier thermolyse au niveau de la post-combustion. En cas de défaillance électrique, les UTA sont secourues par les 2 groupes électrogènes qui prennent automatiquement le relais sous 3 secondes. Selon l'exploitant, un voyant en salle de contrôle permet de suivre l'allumage des groupes électrogènes. Les compresseurs nécessaires à la dépollution (pour décolmater les filtres) sont également secourus par les groupes électrogènes. Un compresseur de secours qui n'est pas secouru par le même groupe électrogène que le compresseur principal est présent sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de perte d'électricité, la stratégie de l'exploitant n'est pas de maintenir la production mais de garder fonctionnel la compression et le traitement de l'air afin de permettre la mise en sécurité des unités de distillation (Cd) et de thermolyse (Li-Ion).</p> <p>A cet effet, l'exploitant a présenté un tableau listant les équipements alimentés par chacun des 4 transformateurs. Parmi les équipements secourus, ceux ne pouvant être coupés qu'en dernier recours, sur ordre du POI (directeur du site ou son représentant ou service de secours), sont explicitement repérés.</p> <p>Les groupes électrogènes GE1 et GE2 prennent le relais automatiquement après 3 secondes de perte d'électricité.</p> <p>Le numéro d'urgence Enedis figure au niveau du point 5.3 Recensement des moyens extérieurs et prestataires du POI (version mars 2025).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise en sécurité des installations consiste à attendre que les fours de thermolyse et de distillation refroidissent en maintenant l'aspiration des vapeurs de Cd et de Li. Une fois les fours refroidis, il n'y a plus d'émission de polluants, les unités de traitement de l'aire peuvent être à leur tour mises à l'arrêt.</p>

<p>La détection incendie (SSI) est secourue par batterie. En cas de dysfonctionnement, un message d'alerte est diffusé selon une chaîne d'appels sur les téléphones portables. Une batterie de secours est présente sur site pour remplacer la batterie défectueuse. Un vigile est présent le soir et le week-end. En cas de problème, il contacte l'astreinte.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie

<p>contenant des substances dangereuses ;</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</p> <p>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</p> <p>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</p> <p>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise en sécurité des installations suite à une perte électrique est traitée dans la fiche "Planning d'arrêt /démarrage des installations" version 05/05/2025.</p> <p>La procédure mise en œuvre pour éteindre les fours n'est pas différente des pratiques mises en œuvre lors de l'arrêt des fours après chaque campagne. Le point de vigilance est de maintenir la captation des vapeurs issues des opérations de distillation ou de thermolyse jusqu'au refroidissement des fours et de l'arrêt des émissions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.»</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de modalités particulières à mettre en œuvre pour maintenir la surveillance en cas de coupure électrique. En effet,</p>

- concernant la thermolyse (Li-ion), une fois le dégazage fait, il n'y a plus de risque d'emballement thermique. La dépollution des gaz est assurée grâce à l'auto-entretien de la post-combustion même dans le cas extrême ou aucun groupe électrogène ne fonctionnerait.
- concernant la distillation (Cd), la réaction peut être arrêtée à tout moment par refroidissement (levée de la cloche).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

Constats :

Le site est équipé de 2 groupes électrogènes de secours (GE).
Chacun d'eux a été dimensionné en tenant compte de la puissance du transformateur à secourir.

Comme indiqué au point 2, en cas de perte d'électricité, la stratégie de l'exploitant n'est pas de maintenir la production mais de garder fonctionnel la compression et le traitement de l'air afin de permettre la mise en sécurité des unités de distillation (Cd) et de thermolyse (Li-Ions).

Unités de distillation (Cd) :

Les 2 GE présents sur le site sont indépendants et ne se secourent pas l'un l'autre. Toutefois la liste des utilités secourues par chacun est complémentaire, de telle sorte qu'en cas de perte d'un GE, le second soit capable de maintenir globalement l'efficacité de la dépollution.

Concernant les 3 UTA du bunker, le GE1 secourt les UTA 1 et 2, le GE2 secourt l'UTA 3. En cas de perte des UTA 1 et 2, l'UTA 3 prend le relais sur l'une ou l'autre pour assurer la dépollution. De cette façon, en cas de perte du GE1, le GE2 serait suffisant pour maintenir la dépollution des effluents de la distillation le temps que tout soit arrêté

Thermolyse (Li-Ion) :

L'unité de traitement d'air de la thermolyse est en deux parties :

- La thermie - via la post combustion (PC) qui s'auto-entretient en cas de perte de gaz ou d'électricité ainsi que l'injection de réactifs et le passage par des filtres.
- Le refroidissement - via le passage des charges dans les hottes aspirantes et l'injection de réactifs. L'ensemble des effluents passe par un système de filtration.

Le maintien électrique est également réalisé par les deux GE de façon complémentaire, de telle sorte à ce qu'en cas de perte d'une injection secourue par le GE1, il y ait toujours un équivalent sur le GE2. Idem pour les ventilateurs qui permettent de diriger le flux des effluents gazeux et les autres équipements.

Les onduleurs présents sur le site protègent les équipements sensibles en cas de microcoupures (serveurs, ordinateurs de contrôle, automates, etc). En cas de perte d'utilité, ce sont les GE qui prennent le relais. Les éléments qui ne seraient que sur onduleur et non sur GE n'ont pas d'impact sur le maintien de la dépollution.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.

Constats :

Le GE1 est alimenté par une cuve de fioul de 7000l, sa consommation de carburant la plus élevée possible est de 215 l/heure (consommation basée sur une utilisation en mode secours (coupure du réseau électrique par exemple) avec une puissance maximale qui ne serait pas maintenue sur toute la durée).

Le GE2 est alimenté par une cuve de fioul de 2500l, sa consommation pleine charge est de 116l/h (85l/h à 70% de charge). De la même façon que le GE1, il ne supporterait pas 100% de la charge en continu puisque les équipements seraient progressivement arrêtés.

Le niveau de remplissage des cuves est vérifié toutes les semaines. Cette vérification est prévue par la procédure IVI088C - Maintenance préventive SNAM sur GE (version du 05/11/2012).

Selon l'exploitant, le site est peu concerné par la fin d'autonomie car dès que la coupure dure

plus d'une heure les installations sont mises à l'arrêt.

La batterie du SSI a une autonomie de 12 h minimum. Une vérification est assurée tous les six mois. Le voyant défaut batterie s'active dès que le seuil de 12h d'autonomie est atteint. Le site disposant d'une batterie de secours, 12 heures sont encore disponibles pour intervenir.

En l'absence de détection incendie, des rondes de sécurité restent assurées.

La batterie du contrôle d'accès a une autonomie variable en fonction de l'utilisation qui est faite des équipements qui y sont raccordés. Un contrôle d'accès physique (gardiennage/salariés) est mis en œuvre en cas de situation de crise.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

Constats :

Les batteries de la SSI sont vérifiées 2 fois par an par l'organisme de vérification. Si l'équipement ne correspond pas à ce qui est prévu, il est changé.

Le contrôle d'accès branché également sur batterie est également vérifié annuellement, toute anomalie détectée fait l'objet d'une notification sur les téléphones professionnels et par message électronique.

Le démarrage des groupes électrogène est vérifié toutes les semaines. Cette vérification est prévue par la procédure IVI088C - Maintenance préventive SNAM sur GE (version du 05/11/2012). L'entretien des groupes électrogènes est sous-traité. Des essais en charge sont réalisés lors des

<p>maintenances annuelles fin de vérifier le démarrage automatique des équipements en cas de défaillance électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Plan d'action (6)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas identifié de travaux à réaliser.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>